

Rapport annuel Jahresbericht

—
2019



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2019	4
1.1.1	Partie générale	4
1.	Einleitung	15
1.1	Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2019	16
1.1.1	Allgemeiner Teil	16

1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2019 (état au 31.12.2019)	27
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2019 (Stand 31.12.2019)	27
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	31

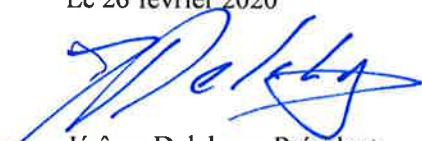
1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2019. Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Le 26 février 2020



Jérôme Delabays, Président



Frédéric Oberson, Secrétaire général

1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2019

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2019, le Tribunal cantonal a rendu 3270 arrêts, soit 13.4 % d'arrêts supplémentaires sur les 5 dernières années (2018 : 3264; 2017 : 3363; 2016 : 3139; 2015 : 2883). Les collaborateurs et les juges suppléants, toujours autant sollicités, ont contribué à cette augmentation du taux de liquidation. Pour faire face au nombre croissant des nouvelles entrées judiciaires (3249 en 2019, 2868 en 2015, soit une augmentation de 13.3%), le Tribunal cantonal a en effet pu compter sur la forte implication de tous ses membres qui en sont vivement remerciés. Le Tribunal cantonal a par ailleurs bénéficié dès 2019 d'un équivalent plein-temps (EPT) supplémentaire de greffier. Cela dit, il a à nouveau constaté la forte augmentation d'entrées dans certaines de ses cours. Ainsi, le Tribunal cantonal a pris la décision en séance plénière d'octobre 2019 de déposer une demande urgente de soutien en forces rédactionnelles pour pallier la situation critique des Cours des assurances sociales. Les mesures internes entreprises au cours de ces dernières années (réorganisation des Cours et des attributions des dossiers entre les juges cantonaux et les greffiers-rapporteurs, simplification du processus de traitement des dossiers, accélération des procédures de circulation) ont certes permis d'atteindre un taux plus élevé de liquidation des dossiers; ces mesures ne se sont malheureusement pas avérées suffisantes : dans certaines Cours, la durée moyenne de liquidation se prolonge insidieusement, ce qui est naturellement préjudiciable aux intérêts des parties et au bon fonctionnement de la justice. En conséquence, à la suite de la décision de la Direction de la sécurité et de la justice, avec le soutien du Conseil de la magistrature, le Tribunal cantonal a pu bénéficier, en sureffectif, d'un équivalent plein-temps supplémentaire de greffier pour une année, en 2020, lequel sera attribué à la 1^e Cour des assurances sociales.

1.1.1.1.1 Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 9 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 18 consultations. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel en conférence de presse. Il a participé à la neuvième Conférence de la justice suisse, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal. Enfin, les Juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont régis par le règlement du 22 novembre 2012 (RTC; RSF 131.11).

Sur le plan organisationnel, le Tribunal cantonal continue d'être impliqué dans l'**analyse du pouvoir judiciaire** du canton de Fribourg, projet initialisé par le Conseil d'Etat. L'objectif est d'étudier les pistes d'amélioration du fonctionnement du pouvoir judiciaire dans un but de rationalisation et de gain d'efficacité, tout en maintenant la qualité des prestations. Une entreprise privée, ECOPLAN, a été chargée de rendre un rapport. L'accent a été mis sur l'implication des acteurs directement concernés, à savoir les différentes instances judiciaires qui se sont exprimées dans le cadre d'enquêtes. Des pistes d'amélioration ont été proposées par ECOPLAN. Le rapport est en cours d'analyse et sera également complété par un rapport du comité de projet (COPRO) à l'attention du comité de pilotage (COPIL), organes dans lesquels le Tribunal cantonal est directement impliqué. Les résultats de l'analyse devraient être connus en 2020.

Dite analyse a des implications directes sur le suivi du **plan directeur du Tribunal cantonal**, notamment en ce qui concerne l'analyse de la charge de travail.

Pour rappel, les cinq projets suivants ont été priorisés:

Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorisés	
Projets	Brève description
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en œuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Le Tribunal cantonal a exécuté et liquidé le point 5 en séance plénière du 11 avril 2019. Cet objet avait été élaboré avant l'adoption de l'ordonnance du 31 janvier 2017 concernant le télétravail effectué par le personnel de l'Etat. Il a dès lors été décidé de se référer à ladite législation. Il n'est plus nécessaire d'élaborer des directives internes puisque l'ensemble des points à régler par le Tribunal cantonal se trouve dans la législation. Actuellement plusieurs greffiers ont reçu l'autorisation du Tribunal cantonal d'exercer une partie de leur activité par du télétravail.

Les autres points du plan directeur sont suivis en relation avec le **programme e-Justice** qui a été formellement lancé en 2019 avec, en soutien, la mise à disposition de forces de travail. Ce programme réunit désormais des collaborateurs des autorités judiciaires et du Service informatique et des télécommunications (SITel), lesquels disposent désormais de locaux, à Beauregard. Le lancement officiel du programme cantonal a eu lieu le 29 août 2019. Pour rappel, ce programme est en lien direct avec le projet fédéral Justitia 4.0 qui a officiellement débuté le 14 février 2019. S'agissant des **questions informatiques plus générales**, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ) poursuit ses travaux en collaboration avec le SITel. L'année 2019 a été marquée par le rachat de Delta Logic AG, fournisseur du logiciel de gestion d'affaires Tribuna, par le groupe canadien Volaris et la forte augmentation du prix des licences qui a suivi. Le comité puis l'assemblée de « Tribuna Allianz » (réunissant les 14 cantons utilisant Tribuna) se sont réunis à plusieurs reprises pour négocier avec le fournisseur et faire face à la nouvelle situation. Le canton de Fribourg, tout comme la très grande majorité des cantons utilisant Tribuna, a trouvé un terrain d'entente avec le fournisseur, ce qui assure la mise à disposition et l'utilisation de Tribuna V3, à tout le moins jusqu'à fin 2022 et au-delà puisque Delta Logic AG s'est engagée contractuellement à garantir au moins jusqu'au 31.12.2024 l'offre d'une mise à jour annuelle de Tribuna V3. Pour la suite et en parallèle, l'analyse et la mise à disposition de Tribuna V4 (nouvelle version) ou d'un éventuel autre logiciel de gestion d'affaires se font d'ores et déjà dans le cadre du programme e-Justice. En tout état de cause, l'accent est mis, et le sera à l'avenir, sur le fait que les autorités judiciaires doivent dans tous les cas bénéficier d'un logiciel de gestion d'affaires performant qui répond à leurs besoins.

En ce qui concerne **la bibliothèque du Tribunal cantonal**, qui est affiliée à la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU), le Tribunal plénier a dû décider de la mise à disposition d'un nouveau système de gestion pour celle-ci (moteur de recherches, catalogage, raccrochage, prêt, etc.). Jusqu'à présent, ce système fonctionnait avec RERO, soit le Réseau ROmand / réseau des bibliothèques de suisse occidentale (RERO) qui regroupait la plupart des bibliothèques universitaires, publiques, patrimoniales et spécialisées des cantons de Genève, Fribourg, Jura, Neuchâtel et Valais, ainsi que celles des Tribunaux de la Confédération. Les universités et les hautes écoles suisses

ont décidé de se mettre en réseau afin de rendre l'accès et la disponibilité à leurs catalogues plus aisés dans le but de faire progresser la recherche. La volonté est de rendre consultables, disponibles et accessibles de manière centralisée toutes les informations publiées issues des bibliothèques scientifiques. Ainsi est née **SLSP (Swiss Library Service Platform / système de gestion de bibliothèques)**, soit une interface vers toutes les bibliothèques membres du réseau ou, en d'autres termes, un accès centralisé aux informations scientifiques. La BCU, comme l'immense majorité des bibliothèques universitaires, a décidé de migrer de RERO vers SLSP. L'Institut suisse de droit comparé (ISDC) et le Tribunal fédéral (TF) ont aussi décidé de rejoindre SLSP. En séance plénière du 12 décembre 2019, le Tribunal cantonal a pris la décision de rejoindre SLSP, sa bibliothèque restant ainsi affiliée à la BCU.

S'agissant du **bâtiment**, des démarches sont toujours en cours pour améliorer la sécurité du Tribunal cantonal et les conditions de travail. L'octroi d'un poste de greffier a eu des incidences sur la gestion des bureaux et des places de travail, le Tribunal cantonal ne disposant plus de place en réserve.

1.1.1.1.2 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, la **charge de travail globale du Tribunal cantonal reste très importante**. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a ainsi pu constater, pour l'ensemble du Tribunal, que le nombre des nouvelles entrées est stable par rapport à 2018 mais que l'augmentation sur les 5 dernières années reste importante (2019 : 3294; 2018 : 3308; 2017 : 3289; 2016 : 3177; 2015 : 2868, soit pour 2019 une augmentation d'environ 15% par rapport à 2015). La pression sur le Tribunal cantonal est constante et très conséquente. Le taux de liquidation des affaires est élevé et la situation de certaines Cours reste stable. Il faut souligner que les Juges cantonaux siègent dans différentes Cours dont certaines ont un volume d'affaires qui augmente d'année en année. De manière globale, la situation reste ainsi préoccupante et des mesures d'urgence ont dû être prises pour 2020 en ce qui concerne les Cours des assurances sociales.

Pour des explications complémentaires, il convient de se référer aux données statistiques (chiffes ci-après et explications pour chacune des cours).

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	*1296	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3249	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3270	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1275	*1295	1251	1325	1287	1302	1323

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2823 décisions en français et 429 en allemand, sans compter les 18 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	224	177	183	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1279	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1285	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	218	224	177	183	163	192	216

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1133 décisions en français et 152 en allemand.

Cours pénales	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	*182	179	154	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	534	528	574	551	483	450	459
c) affaires liquidées	568	526	549	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	148	*181	179	154	156	134	155

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 499 décisions en français et 69 en allemand.

Cours administratives	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	888	890	986	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1417	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1399	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	906	888	890	986	965	974	949

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1191 décisions en français et 208 en allemand.

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	163	90	66	70	2	1
II ^e Cour d'appel civil et Président	358	146	22	41	4	2
Chambre des poursuites et faillites	167	45	4	5	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	47	31	19	2	0	0
Cour d'appel pénal	48	27	28	62	28	4
Chambre pénale	135	143	56	20	7	0
I ^e Cour administrative	33	37	57	59	48	8
II ^e Cour administrative	41	27	47	34	11	5
III ^e Cour administrative	56	86	31	9	11	4
Cour fiscale	20	28	32	59	1	0
I ^e Cour des assurances sociales	26	28	28	83	147	1
II ^e Cour des assurances sociales	19	58	63	120	79	3

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (tous les procureurs à l'exception du Procureur général, de ses adjoints et de la Procureure Gendre), le Tribunal d'arrondissement de la Sarine (les 4 présidents pénaux et la Greffière-chef); les Tribunaux d'arrondissement de la Glâne, de la Gruyère, de la Singine, et de la Veveyse; les Justices de paix de la Broye, de la Gruyère, de la Sarine et de la Singine; le Tribunal des mineurs et le Tribunal des mesures de contraintes; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de la Singine et du Lac, des districts du Sud et de la Sarine); de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière d'améliorations foncières.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices des poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

En 2019, le nombre d'entrées au rôle de la Ire Cour d'appel civil est resté stable. Le taux de liquidation a légèrement augmenté; toutefois, le nombre de dossiers pendants reste supérieur à la centaine. La situation de la Cour demeure délicate.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La Iie Cour d'appel civil traite les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail à loyer et à ferme, de droit du travail, ainsi que les procédures en instance cantonale unique, principalement en matière de concurrence déloyale et de propriété intellectuelle. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 345 à 318, soit une diminution légère du nombre de nouvelles affaires, celles-ci restant néanmoins équivalentes à la moyenne des cinq dernières années (319). La Cour a certes réduit le nombre d'affaires en suspens de 90 à 47 en fin d'année puisqu'elle a fortement augmenté son taux de liquidation de 323 à 361. Il convient néanmoins de relever que, bien que la grande majorité des procédures sont liquidées en moins de trois mois, les procédures en

instance cantonale unique restent parfois plusieurs années sur le rôle de la Cour. Leur examen exige en effet un temps qui fait défaut aux juges de la Cour, ceux-ci siégeant également dans d'autres Cours, en particulier en Cour d'appel pénal, où les procédures sont particulièrement chronophages et portent régulièrement sur des prévenus en détention, de sorte que la procédure doit être traitée en priorité. A moyen terme, cette situation pourrait conduire à une impasse et il convient d'y rester attentif.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont passé de 184 en 2018 à 223 en 2019.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2019, si le nombre de dossiers entrés a quelque peu diminué (119 en 2018, 99 en 2019), la complexité et l'urgence des dossiers sont restées très élevées. La charge de travail demeure ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 6 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La diminution des nouvelles affaires enregistrées durant l'année 2019 a permis de réduire le nombre d'affaires pendantes. Compte tenu notamment de la nature, du volume et de la complexité des dossiers, la charge de travail de la Cour reste toutefois élevée.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Quand bien même le nombre d'affaires enregistrées en 2019 a augmenté de près de 12% (309 en 2018, 343 en 2019), le taux de liquidation s'est élevé de plus de 20% (301 en 2018, 361 en 2019), notamment en raison de la connexité de certains dossiers. La charge est élevée, ce d'autant que ces affaires nécessitent pour la plupart d'être traitées avec célérité. Si cela devait perdurer, la situation pourrait devenir délicate. Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les cas de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2019 n'amène pas de remarques particulières. Il y a lieu cependant de souligner qu'après une augmentation constante et très importante du nombre des affaires ces cinq dernières années – passant de 140 en 2013 à 328 en 2018 – les nouvelles entrées ont nettement diminué en 2019 (232). Cette diminution est à mettre en lien, en partie, avec les nouvelles compétences en matière d'expulsion judiciaire dévolues au juge pénal.

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

Suite à l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal (PDCant) le 2 octobre 2018, de nouvelles règles déterminent l'aménagement du territoire dans le canton et impliquent un changement fondamental de système par rapport à ce qui existait précédemment. Après s'être formée à cette nouvelle réglementation, la Cour a rendu en automne 2019 ses premières décisions en la matière. Un des arrêts (602 2019 3 du 3 septembre 2019), actuellement contesté devant le Tribunal fédéral, a imposé l'application immédiate du PDCant aux révisions en cours des plans d'aménagement locaux et a provoqué une prise de conscience des enjeux de la nouvelle planification directrice, désormais en force.

Pour le surplus, l'activité de la Cour ne suscite aucune remarque particulière.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2019 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2019 n'amène pas de remarques particulières.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

En 2019, la durée moyenne de liquidation des dossiers se situe toujours dans l'année, contre toute attente vue l'entrée toujours aussi massive des nouvelles affaires. En 2018, on relevait une augmentation de presque 50% des affaires sur les 5 dernières années. En 2019, bien loin de baisser, le nombre d'entrée des nouvelles affaires a à nouveau augmenté, passant de 676 à 688. Or, le personnel fixe (8.15 EPT) ne peut à lui seul en liquider en moyenne qu'environ 550 par an.

Les deux Cours, aidées par des Juges suppléants ainsi que par certains de leurs collègues des autres Cours, sont parvenues malgré tout à améliorer encore leur taux de liquidation faisant mieux que l'année dernière (655 dossiers liquidés contre 612, la majorité par arrêt de Cour). L'année 2019 a été le deuxième meilleur exercice depuis la création des Cours des assurances sociales, juste derrière l'année exceptionnelle de 2017, ce qui demeure toutefois insuffisant devant le nombre des entrées. Les chiffres laissent ainsi apparaître une situation qui confine au mythe de Sisyphe : en 2019, la I^e Cour a augmenté son taux de liquidation de 27 dossiers... ce qui n'a pas moins empêché une hausse de 32 dossiers de son stock d'affaires pendantes ! Et si la II^e Cour a pour sa part su maintenir son propre stock, c'est en augmentant son taux de liquidation de 16 dossiers.

Pour voir le bon côté des choses, cela prouve au moins une motivation préservée en dépit des circonstances extérieures. Dans le domaine de l'assurance-invalidité, l'augmentation constante des dossiers de révision s'accompagne d'une augmentation moyenne constante de la taille des dossiers, lesquels contiennent un nombre croissant d'avis médicaux divergents complexifiant ainsi le traitement des affaires. L'on constate à côté de cela une recrudescence des cas plus simples d'assurance-chômage mais en revanche beaucoup plus complexes d'assurance-accidents.

Les deux Cours se sont dès lors vu contraintes, comme elles l'avaient annoncé, de demander de manière urgente des renforts cet automne à raison de 1,5 EPT de greffier. Elles ont pu obtenir un EPT de plus pour une durée limitée d'une année. Il sera attribué à la I^e Cour, au stock de dossiers plus élevé. La nomination de deux nouvelles juges suppléantes expérimentées dans le domaine des assurances sociales devrait aussi être un atout supplémentaire sur le moyen terme. Mais si le très élevé taux d'entrée devait à l'avenir se maintenir, il y aurait lieu d'engager, cette fois-ci, du personnel fixe supplémentaire.

Quoi qu'il en soit et d'ici là, les deux Présidents ne peuvent encore et toujours que remercier, pour leur très appréciée contribution, les greffiers et les greffiers-rapporteurs et leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants), ainsi que le précieux personnel du greffe. Ils les encouragent, toutes et tous, à persévérer sans se décourager.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Hubert Bugnon et Adrian Urwyler ont terminé leur activité, respectivement le 31 décembre 2018 et le 28 février 2019. Ils ont été remplacés par Laurent Schneuwly depuis le 1er janvier 2019 et Markus Ducret depuis le 1er mars 2019. A la suite de la réduction du taux d'activité de Dominique Gross de 100% à 50% depuis le mois de juillet, Yann Hofmann est entré en fonction depuis le 1er septembre 2019 à hauteur 50%. Pour pallier la vacance de poste (2 mois à 100%) et la charge de travail y relative, Daniela Kiener et Yann Hofmann ont augmenté temporairement leur taux d'activité. Le Tribunal cantonal a par ailleurs pu remplacer une des ses juges, absente pour maladie par l'augmentation temporaire d'un de ses membres. Enfin, le Tribunal cantonal a pallié l'absence d'une juge en congé maternité par l'engagement de Susanne Fankhauser, Juge cantonale ad hoc jusqu'à fin janvier 2019. Celle-ci a par la suite été élue Juge suppléante en mai 2019 à la suite de la démission de la Juge Susanne Genner. En ce qui concerne les autres Juges suppléants, en remplacement de Madame Gehring et de Messieurs Schläppi et Hofmann, démissionnaires, quatre nouveaux juges ont élus en décembre 2019, soit Jenny Castella, Mélanie Maillard Russier, Michel Heinzmann et Debora Friedli.

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Michel Favre est membre suppléant de la Commission du barreau. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que Juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Yann Hofmann est Juge fédéral suppléant depuis le 18 décembre 2019, Vice-président de la Commission fédérale d'expropriation – 5ème arrondissement -, Président de la Commission arbitrale instituée par la Convention collective de travail INFRI/FOPIS et chargé de cours auprès du Centre forestier de formation CEFOR/BZW. Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Depuis le 1er juillet 2019, elle officie en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement, ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Il est également Président de la Fondation sociale de la caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données. Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Depuis le 1er juillet 2019, il officie en qualité de Président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau. En outre, elle préside la Commission informatique des

autorités judiciaires ainsi que le Comité de pilotage du programme e-Justice. Elle est également membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

1.1.1.3.2 Greffe

Etat de situation (31.12.2019)

Fonction	Nombre de personnes
Juges cantonaux	16
Secrétaire général	1
Greffiers	25
Collaborateurs au sein du personnel administratif	19
Greffiers-stagiaires	5
Apprentis employés de commerce	2
Total	68

S'agissant de l'EPT de greffier accordé au Tribunal cantonal dès 2019 (de 24 à 25 greffiers), il a été décidé de procéder à la répartition suivante : 40% civil/pénal; 40% administratif; 20% services centraux. Sur cette base et en lien avec la démission de la greffière Jessica Koller et les discussions internes avec des greffières qui ont souhaité modifier leur taux d'activité (Aleksandra Bjedov -20%; Angelika Spiess +20%; Cornelia Thalmann El Bachary -10%; et Séverine Zehnder +10%), différentes mesures ont été prises quant à la répartition des forces de travail. S'agissant des services centraux, Cédric Steffen officie désormais à hauteur de 20% en qualité d'adjoint du secrétaire général.

En 2019, sans compter les Juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée des stagiaires et apprentis, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 34.05 postes d'équivalents plein temps (EPT) (situation en 2018 : 33.05 EPT; à relever qu'un 20% de poste de greffier sur budget du Tribunal cantonal est rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter; poste de travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation).

Le Tribunal cantonal a remercié le Conseil d'Etat de l'octroi d'un EPT de greffier dans le cadre du budget 2019. S'agissant du budget 2020, il a toutefois maintenu sa demande d'octroi du 2^{ème} EPT de greffier demandé précédemment. En effet, comme cela ressort des rapports adressés au Conseil de la magistrature et de ses interventions répétées dans le cadre budgétaire, le Tribunal cantonal a été contraint de réitérer sa demande de soutien en ressources rédactionnelles au vu de sa surcharge manifeste et notoire.

S'agissant des Cours des assurances sociales, le Tribunal cantonal a pris la décision en séance plénière d'octobre 2019 de déposer une demande urgente de soutien en forces rédactionnelles pour pallier leur situation critique. Lors de l'inspection du 10 octobre 2019 par le Conseil de la magistrature, les Présidents des Cours des assurances sociales ont en effet produit des statistiques démontrant une nouvelle augmentation inquiétante des entrées de dossiers (723 nouvelles affaires entre le 31 août 2018 et le 31 août 2019). Comme relevé en introduction, les mesures internes entreprises au cours de ces dernières années n'ont malheureusement pas suffi.

Départs-arrivées

Greffiers

Le nouvel EPT de greffier a donné lieu à l'engagement de Daniela Herren, en fonction depuis le 15 février 2019. En remplacement de Mirjam Brodbeck et de Jessica Koller, greffières alémaniques, qui ont résilié leur contrat d'engagement pour la fin 2018, Frédérique Jungo a été engagée depuis le 1er janvier 2019 pour une durée

indéterminée (auparavant au Tribunal cantonal sur un engagement de durée déterminée) et Silvia Gerber a été engagée depuis le 1er mars. Pour pallier la vacance de poste de Jessica Koller, le Tribunal cantonal a pu compter sur l'engagement de durée déterminée de Linda Rodriguez. Pauline Volery a entamé le 1^{er} octobre son activité de greffière à 80 %. Elle remplace Maude Favarger (50%), en congé sabbatique jusqu'à l'été prochain, et Philippe Tena (40%), lequel est engagé en qualité de coordinateur administratif au sein du programme e-Justice à hauteur de 40 % jusqu'en 2022. Mme Volery terminera son remplacement le 15 novembre 2021. Pour pallier l'absence pour congé maternité d'Aleksandra Bjedov, Isabelle Löfgren a été engagé temporairement depuis le 1^{er} décembre 2019. Enfin, Ludovic Farine a été nommé Président ad hoc auprès du Tribunal de la Broye à 50%, durant le congé maternité à venir de Virginie Sonney. Il continuera son activité à 30% au TC pour le traitement des appels contre les mesures provisionnelles (MP) et les mesures protectrices de l'union conjugale (MPUC). Ludovic Menoud a été engagé pour le remplacement des 50% à compter du 1er novembre 2019.

Personnel administratif

Lauriane Berset a été engagée depuis le 1er mars 2019 en qualité de collaboratrice administrative pour remplacer Christiane Becar qui est partie à la retraite.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

Le Président et le Secrétaire général ont assisté à la présentation du rapport annuel des autorités judiciaires genevoises, en présence de délégations étrangères ainsi que du Tribunal fédéral et de cantons romands.

Le Vice-Président a participé à la neuvième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lucerne, le 18 octobre 2019.

Michel Favre, Markus Ducret et Cédric Steffen ont reçu des candidats de l'Ecole nationale française de la Magistrature de Bordeaux dans le cadre de leur voyage d'étude organisé par l'Académie suisse de la magistrature.

Le 2 mai 2019, Sandra Wohlhauser a pris part à la 9^{ème} rencontre « Dialogue santé-justice », à Granges-Paccot.

Les 14 mai et 17 octobre 2019, elle a participé aux rencontres DigiScoop, à Givisiez.

Les Juges et greffiers de la Cour d'appel pénal ont participé à Lausanne à la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Neuchâtel, Vaud et Fribourg (INTERCAP).

Michel Favre ainsi que des greffiers des Cours pénales ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Lucerne.

Des Juges administratifs ont participé à la Journée des Tribunaux des assurances ainsi qu'à la rencontre des Juges administratifs de Suisse.

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2019 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Jérôme Delabays, Dominique Gross et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile et a participé à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il collabore au Code de

procédure civile annoté on-line, ainsi qu'aux futures éditions du Commentaire romand du Code civil et du Petit Commentaire du Code de procédure pénale.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale, donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires et a donné une conférence sur la jurisprudence récente en matière de procédure pénale dans le cadre de la journée annuelle de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

Dominique Gross a publié dans le Basler Kommentar, ZGB II, 6^{ème} édition, le commentaire des articles 779 à 779 I CC (droit de superficie).

Christian Pfammatter a donné une conférence le 18 septembre 2019 à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg dans le cadre du Cours bloc d'approfondissement en droit de l'aménagement du territoire. Il a tenu une autre conférence lors de la Journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois le 6 décembre 2019 sur le thème du nouveau Plan directeur cantonal.

Laurent Schneuwly a collaboré à la future édition du Petit commentaire du Code de procédure civile. Il donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires (procédure civile de première instance).

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a donné un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Pour la Fondation pour la formation continue des juges suisses, il a coorganisé un séminaire et coanimé un atelier en lien avec la thématique de la preuve dans le procès civil, à Gerzensee. Pour la même fondation, il a également codirigé la troisième Biennale du droit administratif, à Morat, lors de laquelle il a coanimé un atelier sur le thème de la direction de la procédure.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

1. Einleitung

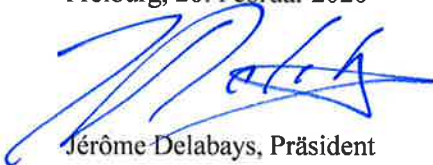
An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2019 vorzulegen.

Freundliche Grüsse

Freiburg, 26. Februar 2020



Jérôme Delabays, Präsident



Frédéric Oberson, Generalsekretär

1.1 Bericht über die Tätigkeit des Kantonsgerichts für das Jahr 2019

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2019 fällte das Kantonsgericht 3270 Urteile und somit 13,4 % mehr als vor fünf Jahren (2018: 3264; 2017: 3363; 2016: 3139; 2015: 2883). Zu verdanken ist diese Zunahme der Erledigungen dem Einsatz der Mitarbeitenden und der Ersatzrichter, deren Arbeitslast unverändert stark geblieben ist. Tatsächlich konnte das Kantonsgericht zur Bewältigung der wachsenden Zahl an Neueingängen (3249 im Jahr 2019, 2868 im Jahr 2015, also eine Zunahme von 13,3 %) auf das starke Engagement all seiner Mitglieder zählen, denen an dieser Stelle herzlich gedankt sei. Das Kantonsgericht verfügte im Übrigen ab 2019 über ein zusätzliches Gerichtsschreiber-Vollzeitäquivalent (VZÄ). Allerdings stellte es in bestimmten Höfen wieder eine starke Zunahme der Neueingänge fest. Deshalb beschloss es an der Sitzung des Gesamtgerichts von Oktober 2019, einen dringlichen Antrag auf Zusprechung zusätzlicher redaktioneller Ressourcen zu stellen, um der kritischen Situation in seinen Sozialversicherungsgerichtshöfen beizukommen. Die internen Massnahmen, die in den letzten Jahren getroffen wurden (Neuorganisation der Höfe und der Dossierzuteilung zwischen Kantonsrichtern und Gerichtsschreiber-Berichterstatlern, Erleichterung des Dossierbearbeitungsprozesses, Beschleunigung der Zirkulationsverfahren), haben die Erledigungsquote zwar erhöht, haben sich aber als unzureichend erwiesen: In einigen Höfen zieht sich die durchschnittliche Erledigungsdauer unauffällig in die Länge, was den Interessen der Parteien und dem guten Funktionieren der Justiz schadet. Folglich wurde dem Kantonsgericht mit Beschluss der Sicherheits- und Justizdirektion und mit der Unterstützung des Justizrates für das Jahr 2020 über den ordentlichen Bestand hinaus für ein Jahr ein zusätzliches Gerichtsschreiber-VZÄ gewährt, das dem I. Sozialversicherungsgerichtshof zugeteilt wird.

1.1.1.1.1 Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht trat zu 9 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammen. Mehrere Beschlüsse wurden ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission befassten sich mit allgemeinen Verwaltungsaufgaben, namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag, und mit Fragen der Gerichtsorganisation und nahmen in 18 Vernehmlassungen Stellung. Ausserdem stellte das Kantonsgericht anlässlich einer Medienkonferenz seinen Jahresbericht vor. Darüber hinaus nahm es durch eine Delegation an folgenden Anlässen teil: an der neunten Schweizerischen Justizkonferenz, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter und an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft. Schliesslich führten die Kantonsrichter verschiedene jährliche Inspektionen durch.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt.

Auf organisatorischer Ebene befasst sich das Kantonsgericht weiterhin mit der **Analyse der Gerichtsbehörden** des Kantons Freiburg, einem Projekt, das vom Staatsrat initiiert wurde. Zweck ist es, Wege zu prüfen, um die Arbeits- und Funktionsweise der Gerichtsbehörden im Sinne einer Rationalisierung und eines Effizienzgewinns zu verbessern und gleichzeitig die Qualität der Leistungen aufrechtzuerhalten. Die Privatfirma ECOPLAN wurde mit der Erstellung eines Berichtes beauftragt. Der Schwerpunkt wurde auf den Einbezug der direkt betroffenen Akteure, d. h. der verschiedenen Gerichtsbehörden gelegt, die sich im Rahmen von Erhebungen geäussert haben. ECOPLAN hat mehrere Verbesserungsansätze vorgeschlagen. Der Bericht wird gegenwärtig analysiert und wird noch durch einen

Bericht des Projektausschusses (COPRO) zuhanden des Steuerungsausschusses (COPIL) ergänzt, an denen das Kantonsgericht direkt beteiligt ist. Die Ergebnisse der Analyse sollten 2020 bekanntgegeben werden.

Die Analyse hat direkte Auswirkungen auf die Weiterverfolgung des **Leitplans des Kantonsgerichts**, namentlich was die Analyse der Arbeitslast angeht.

Zur Erinnerung: Folgende fünf Projekte wurden priorisiert:

Leitplan 2017–2021: Portfolio von fünf priorisierten Projekten	
Projekte	Kurzbeschreibung
1) Zentralisierte Zustellung	Einführung einer zentralisierten Zustellung mit integriertem zentralem Druck. Erster Schritt zum elektronischen Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim Verwaltungspersonal.
2) Organisation und Anforderungen des Verwaltungspersonals	Die Einführung der zentralisierten Zustellung erfordert eine Anpassung der Arbeitsmethoden des Verwaltungspersonals. Überlegungen zur diesbezüglichen Struktur und Organisation.
3) Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch verschiedene Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek und des Archivs.
4) Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Aufgaben und Verantwortlichkeiten mit dem Ziel, die Aufteilung der Arbeitslast zu erleichtern.
5) Teilzeit- und Telearbeit	Klärung der Rahmenbedingungen der Teilzeit- und Telearbeit mit Hilfe einer internen Richtlinie.

Das Kantonsgericht hat Punkt 5 in der Sitzung des Gesamtgerichts vom 11. April 2019 umgesetzt und erledigt. Dieser Gegenstand war vor der Annahme der Verordnung vom 31. Januar 2017 über die Telearbeit des Staatspersonals vorgesehen worden. Es wurde beschlossen, diese Regelung zu übernehmen. Es müssen somit keine internen Richtlinien mehr ausgearbeitet werden, weil alle vom Kantonsgericht zu regelnden Fragen in der genannten Verordnung enthalten sind. Gegenwärtig haben mehrere Gerichtsschreibende die Bewilligung des Kantonsgerichts erhalten, einen Teil ihrer Arbeit in Telearbeit zu verrichten.

Die übrigen Punkte des Leitplans werden im Zusammenhang mit dem **Programm E-Justice** weiterverfolgt, das 2019 formell gestartet wurde und für welches Arbeitskräfte zur Verfügung gestellt wurden. Dieses Programm vereint nunmehr Mitarbeitende der Gerichtsbehörden und des Amtes für Informatik und Telekommunikation (ITA), die nun über Räume im Beaugard-Quartier verfügen. Der offizielle Start des kantonalen Programms erfolgte am 29. August 2019. Zur Erinnerung sei erwähnt, dass dieses Programm in direktem Zusammenhang mit dem Projekt Justitia 4.0 des Bundes steht, das offiziell am 14. Februar 2019 gestartet wurde. Was die **allgemeineren Fragen zur Informatik** anbelangt, führt die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) mit Unterstützung des Informatikbüros der Gerichtsbehörden (IBGB) ihre Arbeiten mit dem ITA weiter. Das Jahr 2019 war geprägt durch die Übernahme der Delta Logic AG, der Anbieterin der Geschäftsverwaltungssoftware Tribuna, durch die kanadische Gruppe Volaris und der starken Verteuerung der Lizenzen, die damit einhergegangen ist. Der Vorstand und die Versammlung der «Tribuna-Allianz» (deren Mitglieder die 14 Kantone sind, die Tribuna verwenden) sind mehrmals zusammengekommen, um mit der Anbieterin zu verhandeln und die neue Situation zu besprechen. Der Kanton Freiburg hat wie die grosse Mehrheit der Kantone, die mit Tribuna arbeiten, mit der Anbieterin eine Verständigungsgrundlage gefunden. Damit ist die Bereitstellung und Verwendung von Tribuna V3 mindestens bis Ende 2022 und auch nachher sichergestellt, weil die Delta Logic AG sich vertraglich verpflichtet hat, die jährliche Aktualisierung von Tribuna V3 bis mindestens am 31.12.2024 zu gewährleisten. Für die Zeit danach und parallel

dazu erfolgt die Analyse und Bereitstellung von Tribuna V4 (neue Version) oder eventuell einer anderen Geschäftsverwaltungssoftware bereits jetzt im Rahmen des Programms E-Justice. Der Schwerpunkt wird jetzt und in Zukunft auf die Tatsache gelegt, dass die Gerichtsbehörden auf jeden Fall eine leistungsfähige Geschäftsverwaltungssoftware brauchen, die ihren Bedürfnissen entspricht.

Bezüglich der **Bibliothek des Kantonsgerichts**, die der Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) angeschlossen ist, musste das Gesamtgericht über die Einrichtung eines neuen Verwaltungssystems entscheiden (Suchmaschine, Katalogisierung, Anbindung, Ausleihe usw.). Bislang funktionierte dieses System mit RERO, dem Westschweizer Bibliothekennetz («RÉseau ROmand»), dem die meisten universitären, öffentlichen, historischen und spezialisierten Bibliotheken der Kantone Genf, Freiburg, Jura, Neuenburg und Wallis sowie die Bibliotheken der Eidgenössischen Gerichte angeschlossen waren. Nun haben die schweizerischen Universitäten und Hochschulen beschlossen, sich zu vernetzen, um den Zugang zu ihren Katalogen zu erleichtern und dadurch die Forschung zu fördern. Der Zweck ist, alle publizierten Informationen aus wissenschaftlichen Bibliotheken zentral konsultierbar, verfügbar und zugänglich zu machen. So entstand das Bibliothekssystem **SLSP (Swiss Library Service Platform)**, eine Schnittstelle zu allen vernetzten Bibliotheken bzw. ein zentraler Zugang zu den wissenschaftlichen Informationen. Die KUB beschloss wie die Mehrheit der Universitätsbibliotheken, von RERO auf SLSP zu wechseln. Auch das Schweizerische Institut für Rechtsvergleichung (SIR) und das Bundesgericht (BGer) haben für einen Anschluss an SLSP optiert. Das Kantonsgericht seinerseits beschloss an der Plenarsitzung vom 12. Dezember 2019, auf SLSP zu wechseln, womit seine Bibliothek der KUB angeschlossen bleibt.

Bezüglich des **Gebäudes** laufen die Vorkehrungen für die Verbesserung der Sicherheit des Kantonsgerichts und der Arbeitsbedingungen weiter. Die Zusprechung einer zusätzlichen Gerichtsschreiberstelle wirkte sich auf die Büro- und Arbeitsplatzverwaltung aus, weil das Kantonsgericht keine Platzreserven hat.

1.1.1.2 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben wurde, bleibt die **Arbeitslast des Kantonsgerichts insgesamt sehr hoch**. Die Verwaltungskommission beurteilt sie regelmässig gestützt auf die Statistiken. Sie konnte für das Gesamtgericht mithin feststellen, dass die Zahl der Neueingänge gegenüber 2018 stabil geblieben, die Zunahme über die letzten fünf Jahre aber hoch ist (2019: 3294; 2018: 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; somit verzeichnet 2019 eine Zunahme von rund 15 % gegenüber 2015). Der Druck auf dem Kantonsgericht ist konstant und beträchtlich. Die Erledigungsquote ist hoch und die Lage einiger Höfe bleibt stabil. Zu betonen ist, dass die Kantonsrichter verschiedenen Höfen zugeteilt sind, von denen einige ein Geschäftsvolumen haben, das von Jahr zu Jahr zunimmt. Insgesamt betrachtet bleibt die Lage mithin besorgniserregend und für 2020 mussten bezüglich der Sozialversicherungsgerichtshöfe dringliche Massnahmen getroffen werden.

Für weitere Erläuterungen wird auf die Statistiken verwiesen (Zahlen hiernach und Bemerkungen für die einzelnen Höfe).

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*1296	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3249	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3270	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1275	*1295	1251	1325	1287	1302	1323

*Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2823 Urteile in französischer und 429 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 18 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	224	177	183	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1279	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1285	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	218	224	177	183	163	192	216

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1133 Urteile in französischer und 152 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*182	179	154	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	534	528	574	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	568	526	549	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	148	*181	179	154	156	134	155

*Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die strafrechtlichen Höfe haben 499 Urteile in französischer und 69 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	888	890	986	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1417	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1399	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	906	888	890	986	965	974	949

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1191 Urteile in französischer und 208 in deutscher Sprache gefällt.

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 -2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	163	90	66	70	2	1
II. Zivilappellationshof und Präsident	358	146	22	41	4	2
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	167	45	4	5	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	47	31	19	2	0	0
Strafappellationshof	48	27	28	62	28	4
Strafkammer	135	143	56	20	7	0
I. Verwaltungsgerichtshof	33	37	57	59	48	8
II. Verwaltungsgerichtshof	41	27	47	34	11	5
III. Verwaltungsgerichtshof	56	86	31	9	11	4
Steuergerichtshof	20	28	32	59	1	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	26	28	28	83	147	1
II. Sozialversicherungsgerichtshof	19	58	63	120	79	3

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht inspizierte im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) die Staatsanwaltschaft (alle Staatsanwälte mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts, seiner Stellvertreter und von Staatsanwältin Gendre), die Bezirksgerichte der Saane (die 4 Strafgerichtspräsidenten und die Chef-Gerichtsschreiberin), der Glane, des Greyerz, der Sense und des Vivisbachs, die Friedensgerichte der Broye, des Greyerz, der Saane und der Sense, das Jugendgericht und das Zwangsmassnahmengericht, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen (der Sense und des Sees, der Bezirke des Südens und der Saane), jene für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und die Rekurskommission für Bodenverbesserungen.

In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde inspizierte es ebenfalls das Kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

2019 ist die Zahl der beim I. Hof eingetragenen Neueingänge stabil geblieben. Die Erledigungsquote ist leicht gestiegen. Jedoch bleibt die Zahl der hängigen Geschäfte bei über 100. Die Situation des Hofes bleibt heikel.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet- und Pachtrechts, des Arbeitsrechts sowie Verfahren als einzige kantonale Instanz, hauptsächlich auf dem Gebiet des unlauteren Wettbewerbs und des geistigen Eigentums. In diesen Bereichen sind die eingetragenen Angelegenheiten von 345 auf 318, also zahlenmässig leicht zurückgegangen; dennoch erreichen diese Eingänge den Durchschnitt der letzten 5 Jahre (319). Der Hof hat die Zahl der hängigen Angelegenheiten per Ende Jahr von 90 auf 47 reduziert, da er die Erledigungsquote von 323 auf 361 erhöhen konnte. Auch wenn die Mehrheit der Verfahren innert weniger als drei Monaten abgeschlossen wird, bleiben die Verfahren, die er als einzige kantonale Instanz behandelt, manchmal mehrere Jahre hängig. Ihre Behandlung erfordert Zeit, die den Richtern des Hofes fehlt, weil sie auch anderen Höfen zugeteilt sind, namentlich dem Strafappellationshof, in dem die Verfahren besonders zeitaufwändig sind und oftmals inhaftierte Beschuldigte betreffen, sodass sie vorrangig behandelt werden müssen. Diese Situation könnte mittelfristig zu Schwierigkeiten führen und sie ist deshalb weiterhin aufmerksam zu verfolgen.

Der Hof befasst sich ebenfalls mit ausländischen Rechtshilfesuchen, die von 184 im Jahr 2018 auf 223 im Jahr 2019 gestiegen sind.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Auch wenn 2019 die Zahl der Dossiers leicht rückläufig war (119 Dossiers im Jahr 2018, 99 im Jahr 2019), sind die Komplexität und die Dringlichkeit der Geschäfte sehr hoch geblieben. Die Arbeitslast bleibt somit hoch, müssen diese Dossiers doch rasch behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem 6-mal ins Stationäre Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Dank des leichten Rückgangs der Zahl der Neueingänge im Jahr 2019 konnte die Zahl der hängigen Angelegenheiten reduziert werden. In Anbetracht der Art, des Umfangs und der Komplexität der Fälle bleibt die Arbeitslast des Hofes hingegen hoch.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Auch wenn die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten 2019 um nahezu 12 % zugenommen hat (309 im Jahr 2018, 343 im Jahr 2019), ist die Erledigungsquote namentlich wegen der Konnexität einiger Dossiers um über 20 % gestiegen (301 im Jahr 2018, 361 im Jahr 2019). Die Arbeitslast ist hoch, weil die meisten dieser Angelegenheiten rasch behandelt werden müssen. Sollte die Situation andauern, könnte es heikel werden. Die Mitglieder der Strafkammer behandeln nach wie vor die Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingereicht werden.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung 2019 des I. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Zu betonen ist dennoch, dass nach einer konstanten und sehr starken Zunahme der Zahl der Angelegenheiten während der letzten fünf Jahre – mit einem Anstieg von 140 im Jahr 2013 auf 328 im Jahr 2019 – die Neueingänge 2019 (232) deutlich zurückgegangen sind. Dieser Rückgang hängt zum Teil mit den neuen Kompetenzen im Bereich der gerichtlichen Landesverweisungen zusammen, für die der Strafrichter zuständig ist.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Im Anschluss an die Annahme des neuen Kantonalen Richtplans (PDCant) am 2. Oktober 2018 wird die Raumplanung im Kanton durch neue Regelungen bestimmt, die eine grundlegende Änderung des Systems im Vergleich zu vorher mit sich bringen. Nachdem sich der Hof in diese Neuregelung eingearbeitet hat, fällte er im Herbst 2019 seine ersten Urteile in diesem Bereich. Eines dieser Urteile (602 2019 3 vom 3. September 2019), das gegenwärtig vor Bundesgericht bestritten wird, schrieb die unmittelbare Anwendung des PDCant auf die laufenden Revisionen der lokalen Raumpläne vor und weckte das Bewusstsein für die Herausforderungen der neuen, nunmehr rechtskräftigen Richtplanung.

Im Übrigen gibt die Geschäftsführung des Hofes zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung 2019 des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Geschäftsführung 2019 des Steuergerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

2019 betrug die durchschnittliche Erledigungsdauer immer noch rund ein Jahr. Dies entgegen den Erwartungen, wenn man die weiterhin massiven Neueingänge betrachtet. 2018 wurde im Fünfjahresvergleich eine Zunahme von fast 50 % verzeichnet. Auch 2019 ist die Zahl der Neueingänge mit einem erneuten Anstieg von 676 auf 688 von einer Abnahme weit entfernt. Das fest angestellte Personal (8,15 VZÄ) selbst kann durchschnittlich nur rund 550 Fälle erledigen.

Dennoch konnten die beiden Höfe mit Hilfe von Ersatzrichtern und einiger ihrer Kollegen aus anderen Höfen die Erledigungsquote gegenüber dem Vorjahr noch verbessern (655 erledigte Dossiers gegenüber 612, die meisten durch Hofentscheide). Das Jahr 2019 war das zweitbeste Geschäftsjahr seit der Schaffung der Sozialversicherungsgerichtshöfe, dies gleich nach dem Ausnahmejahr 2017. Dies reicht in Anbetracht der Zahl der Neueingänge aber nicht aus. Die Zahlen zeigen eine Situation, die an den Sisyphus-Mythos grenzt: 2019 verbesserte der I. Hof seine Erledigungsquote um 27 Dossiers, was aber nicht verhindern konnte, dass der Bestand der hängigen Geschäfte um 32 Dossiers zugenommen hat! Und wenn der II. Hof seinen Bestand seinerseits auf gleichem Niveau halten konnte, so war dies, indem er seine Erledigungsquote um 16 Dossiers erhöhte.

Positiv gesehen beweist dies zumindest, dass die Motivation trotz der äusseren Umstände bewahrt werden konnte. Auf dem Gebiet der Invalidenversicherung geht die stetige Zunahme der Revisionsdossiers mit einer konstanten durchschnittlichen Zunahme der Dossievolumen einher. Diese enthalten vermehrt kontroverse medizinische Gutachten, was die Bearbeitung der Fälle noch komplexer gestaltet. Daneben nehmen leichtere Fälle im Bereich der Arbeitslosenversicherung, aber auch viel komplexere Fälle im Bereich der Unfallversicherung zu.

Beide Höfe sahen sich somit im Herbst gezwungen, wie angekündigt dringlich eine Verstärkung im Umfang von 1,5 Gerichtsschreiber-VZÄ zu beantragen, und sie erhielten ein auf ein Jahr befristetes zusätzliches VZÄ. Die Stelle wird dem I. Hof zugeteilt, dessen Dossierbestand höher ist. Die Ernennung von zwei neuen Ersatzrichterinnen mit Erfahrung im Bereich der Sozialversicherungen sollte ebenfalls mittelfristig ein zusätzliches Plus sein. Wenn aber die Quote der Neueingänge inskünftig auf diesem Niveau bleiben sollte, so wäre diesmal die Anstellung von zusätzlichem Personal in Festanstellung angezeigt.

Bis dahin danken beide Präsidenten den Gerichtsschreibern, Gerichtsschreiber-Berichterstattem, ihren Richterkollegen (ordentliche und Ersatzrichter) und dem wertvollen Personal der Gerichtsschreiberei für ihre geschätzte Arbeit und ermutigen sie in ihrer Beharrlichkeit.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/innen

Hubert Bugnon und Adrian Urwyler haben ihre Tätigkeit am 31. Dezember 2018 bzw. am 28. Februar 2019 beendet. Sie wurden durch Laurent Schneuwly ab dem 1. Januar 2019 und Markus Ducret ab dem 1. März 2019 ersetzt. Nach der Reduzierung des Beschäftigungsgrades von Dominique Gross von 100 % auf 50 % ab dem Monat Juli hat Yann Hofmann sein Amt ab dem 1. September 2019 im Umfang von 50 % angetreten. Um die entstandene Lücke (2 Monate zu 100 %) zu füllen und die entsprechende Arbeitslast zu bewältigen, haben Daniela Kiener und Yann Hofmann ihren Beschäftigungsgrad temporär erhöht. Zudem konnte das Kantonsgericht eine ihrer Richterinnen, die wegen Krankheit abwesend war, durch eine temporäre Erhöhung der Beschäftigung eines seiner Mitglieder ersetzen. Es konnte ausserdem während der Absenz einer Richterin, die Mutterschaftsurlaub bezog, Susanne Fankhauser, Kantonsrichterin ad hoc, bis Ende Januar 2019 anstellen. Diese wurde anschliessend, nach dem Rücktritt von Richterin Susanne Genner, im Mai 2019 als Ersatzrichterin gewählt. Was die übrigen Ersatzrichter anbelangt, wurden in Ersetzung von Frau Gehring und der Herren Schläppi und Hofmann, die zurückgetreten sind, im Dezember 2019 vier neue Richter gewählt, nämlich Jenny Castella, Mélanie Maillard Russier, Michel Heinzmann und Debora Friedli.

Was die Nebentätigkeiten der Richter anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW-Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen CAS (public management). Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Michel Favre ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher amtiert weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «Les Buissonnets». Yann Hofmann ist seit dem 18. Dezember 2019 Ersatzrichter am Bundesgericht, Vizepräsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 5, Präsident der durch den Gesamtarbeitsvertrag INFRI/FOPIS geschaffenen Schiedskommission sowie Lehrbeauftragter im Bildungszentrum Wals Lyss (BZW/CEFOP). Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtiert als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Seit dem 1. Juli 2019 ist sie Vizepräsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO). Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Er ist auch Präsident der «Fondation sociale de la caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois». Laurent Schneuwly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission. Er ist Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung

«Le Bosquet» in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Seit dem 1. Juli 2019 ist er Präsident des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO). Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission. Sie ist Präsidentin der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden sowie des Leitungskomitees des Projekts E-Justice. Sie ist auch Mitglied der Informatikkommission des Staates Freiburg.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei

Personalbestand (31.12.2019)

Funktion	Anzahl Personen
Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter	16
Generalsekretär	1
Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber	25
Mitarbeitende des Verwaltungspersonals	19
Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (10 pro Jahr)	5
Kaufmännische Lernende	2
Total	68

Was das dem Kantonsgericht gewährte VZÄ für einen Gerichtsschreiber (von 24 auf 25) ab 2019 anbelangt, wurde folgende Verteilung vorgenommen: 40 % Zivilbereich/Strafbereich; 40 % Verwaltungsgerichtsbereich; 20 % zentrale Dienste. Auf dieser Grundlage und im Zusammenhang mit der Kündigung durch die Gerichtsschreiberin Jessica Koller und die internen Abklärungen mit Gerichtsschreiberinnen, die eine Änderung ihres Beschäftigungsgrades gewünscht haben (Aleksandra Bjedov -20 %; Angelika Spiess +20 %; Cornelia Thalmann El Bachary -10 %; Séverine Zehnder +10 %), wurden hinsichtlich der Verteilung der Arbeitskräfte verschiedene Massnahmen getroffen. Was die zentralen Dienste betrifft, ist Cédric Steffen nunmehr im Umfang von 20 % als Adjunkt des Generalsekretärs tätig.

2019 umfasste das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts, ohne die Kantonsrichter und die befristet angestellten Praktikanten und Lernenden zu zählen, in VZÄ gerechnet 34,05 Stellen (Situation im Jahr 2018: 33,05 VZÄ; hervorzuheben ist, dass ein im Voranschlag des Kantonsgerichts berücksichtigter Gerichtsschreiberposten von 20 % der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugeteilt ist; der Arbeitsplatz befindet sich beim Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe).

Das Kantonsgericht hat sich beim Staatsrat für die Gewährung eines Gerichtsschreiber-VZÄ im Rahmen des Voranschlags 2019 bedankt. Was den Voranschlag 2020 anbelangt, hat es den schon zuvor gestellten Antrag um Gewährung eines zweiten VZÄ aufrechterhalten. Wie dies aus den Berichten an den Justizrat und seinen wiederholten Anmerkungen im Rahmen des Voranschlags hervorgeht, sah sich das Kantonsgericht in Anbetracht seiner offensichtlichen und notorischen Überlastung gezwungen, seinen Antrag um Unterstützung durch zusätzliche redaktionelle Kräfte erneut zu stellen.

In Bezug auf die Sozialversicherungsgerichtshöfe hat das Kantonsgericht in der Sitzung des Gesamtgerichts von Oktober 2019 beschlossen, ein dringliches Gesuch um Unterstützung durch redaktionelle Kräfte einzureichen, um deren heikle Situation bewältigen zu können. Anlässlich der Inspektion vom 10. Oktober 2019 durch den Justizrat haben die Präsidenten der Sozialversicherungsgerichtshöfe in der Tat Statistiken vorgelegt, die eine erneute

bedenkliche Zunahme der Neueingänge belegen (723 neue Angelegenheiten zwischen dem 31. August 2018 und dem 31. August 2019). Wie bereits in der Einleitung festgestellt, erwiesen sich die im Laufe der letzten Jahre getroffenen internen Massnahmen als ungenügend.

Weggänge - Neuzugänge

Gerichtsschreiber

Das neue Gerichtsschreiber-VZÄ führte zur Anstellung von Daniela Herren, die seit dem 15. Februar 2019 im Amt ist. In Ersetzung von Mirjam Brodbeck und Jessica Koller, deutschsprachige Gerichtsschreiberinnen, die ihren Arbeitsvertrag auf Ende 2018 gekündigt hatten, wurden Frédérique Jungo ab dem 1. Januar 2019 für eine unbestimmte Dauer (zuvor besetzte sie beim Kantonsgericht eine befristete Stelle) und Silvia Gerber ab dem 1. März 2019 angestellt. Um die Stellenvakanz von Jessica Koller auszugleichen, konnte das Kantonsgericht auf die befristete Anstellung von Linda Rodriguez zählen. Pauline Volery hat am 1. Oktober ihre Tätigkeit als Gerichtsschreiberin im Umfang von 80 % begonnen. Sie ersetzt Maude Favarger (50 %), die bis zum nächsten Sommer Urlaub bezieht, und Philippe Tena (40 %), der innerhalb des Programms E-Justice bis 2022 zu 40 % als Verwaltungskoordinator angestellt wurde. Frau Volery wird ihre Ersatzanstellung am 15. November 2021 beenden. Um das Fehlen von Aleksandra Bjedov, die Mutterschaftsurlaub bezieht, auszugleichen, wurde Isabelle Löfgren ab dem 1. Dezember 2019 befristet angestellt. Schliesslich wurde Ludovic Farine während des absehbaren Mutterschaftsurlaubs von Virginie Sonney teilweise im Umfang von 50 % zum Präsidenten ad hoc des Bezirksgerichts der Broye ernannt. Er wird seine Tätigkeit beim Kantonsgericht im Umfang von 30 % für die Behandlung der Berufungen gegen vorsorgliche Massnahmen und Eheschutzmassnahmen weiterhin ausüben. Ab dem 1. November 2019 wurde Ludovic Menoud für die Ersetzung der 50 % angestellt.

Verwaltungspersonal

Lauriane Berset wurde ab dem 1. März 2019 als Verwaltungsmitarbeiterin in Ersetzung von Christiane Becar, die ihre Rente angetreten hat, angestellt.

Personalbetreuung

Für das Personal findet jährlich gemäss der Personalgesetzgebung eine Evaluierung statt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident und der Generalsekretär waren bei der Präsentation des Jahresberichts der Genfer richterlichen Behörden zusammen mit Delegationen aus dem Ausland sowie des Bundesgerichts und von Gerichten der Westschweizer Kantone anwesend.

Der Vizepräsident hat am 18. Oktober 2019 an der neunten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Luzern teilgenommen.

Michel Favre, Markus Ducret und Cédric Steffen haben Kandidaten der Ecole nationale française de la Magistrature in Bordeaux im Rahmen ihrer von der Schweizerischen Richterakademie organisierten Studienreise empfangen.

Am 2. Mai 2019 hat Sandra Wohlhauser am 9. Treffen zum Thema «Dialog Gesundheit-Justiz» in Granges-Paccot teilgenommen.

Am 14. Mai und 17. Oktober 2019 nahm sie an den Treffen von DigiScoop in Givisiez teil.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs nahmen in Lausanne am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Neuenburg, Waadt, und Freiburg (INTERCAP) teil.

Michel Favre und einige Gerichtsschreiber der strafrechtlichen Höfe haben an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Luzern teilgenommen.

Einige Richter der verwaltungsrechtlichen Höfe haben an der Tagung der Sozialversicherungsgerichte sowie an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung teilgenommen.

Der Präsident, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2019 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays, Dominique Gross und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er hat an einem für die Studierenden der Universität Freiburg bestimmten Kurs über das Zivilverfahren in der Praxis teilgenommen. Er wirkt mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online sowie an den kommenden Herausgaben des Westschweizer Kommentars zum Zivilgesetzbuch und des «Petit Commentaire du Code de procédure pénale».

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen. Er erteilt Kurse im Rahmen der vom FAV erschaffenen Weiterbildungstagungen für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten und hielt im Rahmen der jährlichen Weiterbildungstagung des Anwaltsverbandes ein Referat über die neuere Rechtsprechung im Bereich des Strafverfahrens.

Dominique Gross veröffentlichte im Basler Kommentar, ZGB II, 6. Ausgabe, den Kommentar zu den Artikeln 779–779I ZGB (Baurecht).

Christian Pfammatter hielt am 18. September 2019 an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg einen Vortrag im Rahmen des Vertiefungskurses im Raumplanungsrecht. Er hielt ausserdem am 6. Dezember 2019 im Rahmen der jährlichen Weiterbildungstagung des Anwaltsverbandes einen Vortrag über den neuen Kantonalen Richtplan.

Laurent Schneuwly hat an der kommenden Ausgabe des «Petit Commentaire du Code de procédure civile» mitgewirkt. Er erteilt Kurse im Rahmen der vom FAV organisierten Weiterbildungstagungen für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten (Zivilprozess in der ersten Instanz).

Marc Sugnaux hat im Rahmen der von der Schweizerischen Richterakademie organisierten Weiterbildung (*Certificat d'études approfondies*, CAS) für Magistratspersonen einen Kurs über die Kommunikation im Entscheidungsfindungsprozess erteilt. Er hat für die Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter in Gerzensee ein Seminar mitorganisiert und in einem Atelier im Zusammenhang mit der Thematik der Beweise im Zivilprozess als Coanimator mitgewirkt. Für dieselbe Stiftung hat er ausserdem bei der dritten Biennale des Verwaltungsrechts, in Murten, als einer der Leiter mitgewirkt. Dort war er Coanimator in einem Atelier zum Thema der Verfahrensführung.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über die Beschwerden (Art. 393–397 StPO) und die Revision (Art. 410–415 StPO) im Strafprozess. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2019 (état au 31.12.2019) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2019 (Stand 31.12.2019)

Président / Präsident

Vice-président / Vizepräsident

Membres / Mitglieder

Jérôme Delabays

Christian Pfammatter

Dina Beti

Marc Boivin

Markus Ducret

Michel Favre

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Yann Hofmann

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Catherine Overney

Anne-Sophie Peyraud

Laurent Schneuwly

Marc Sugnaux

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Annick Achtari
François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Sonia Bulliard Grosset
Georges Chanez
Pierre Corboz
Francine Defferrard
Omblin de Poret Bortolaso
Catherine Faller
Susanne Fankhauser
Caroline Gauch
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Christophe Maillard
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
André Riedo
Armin Sahli
Daniel Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil- Huguenot

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^o Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident

Jérôme Delabays

Membres / Mitglieder

Dina Beti

Sandra Wohlhauser

Laurent Schneuwly

II^o Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident

Dina Beti

Membres / Mitglieder

Catherine Overney

Michel Favre

Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident

Catherine Overney

Membres / Mitglieder

Dina Beti

Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Michel Favre Laurent Schneuwly

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Catherine Overney Dina Beti Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^o Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Anne-Sophie Peyraud Dominique Gross Yann Hofmann

II^o Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher Dominique Gross Yann Hofmann

III^o Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo Johannes Frölicher Dominique Gross Yann Hofmann

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Dina Beti Daniela Kiener

I° Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Marc Boivin

Membres / Mitglieder

Marianne Jungo

Marc Sugnaux

Dominique Gross

Yann Hofmann

II° Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Johannes Frölicher

Membres / Mitglieder

Anne-Sophie Peyraud

Marc Sugnaux

Daniela Kiener

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I° Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	114	78
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	416	410
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	392	374
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	138	114

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine / Saane	92	86
Singine / Sense	11	14
Gruyère / Greyerz	22	16
Lac / See	11	11
Glâne / Glane	8	8
Broye/ Broye	14	35
Veveyse / Vivisbach	19	15
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	0	1
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	1
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	1	2
*Autres / Andere	213	185
Total	392	374

* Dossiers en lien avec le dossier principal / mit dem Hauptdossiers verbunden Dossiers

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	29	24
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	91	65
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	8
Rejet / Abweisung	76	76
Irrecevables / Nichteintreten	16	39
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Retrait / Rückzug	8	11
Transaction / Vergleich	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	25	14
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	112	97
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	22	27
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	2
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	3
Décharge / Entlastung	0	4
Désignation (récusations) / Bezeichnung (Ausstände)	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0
Total	392	374

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	88	80
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon <i>Eheschutzmassnahmen</i>	48	42
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	3
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	0	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	8	20
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	1
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	9	8
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	3
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	5	5
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	2	0
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	1	0
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	1	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	3	4
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	57	42
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	42	40
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	15	13
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	146	138
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	4	0
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	1	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	392	374

II^o Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	90	68
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	*541	*530
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	*573	*508
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	*58	90

* Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale / internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine / Saane	122	96
Singine / Sense	19	9
Gruyère / Greyerz	48	49
Lac / See	15	17
Glâne / Glane	19	9
Broye / Broye	15	23
Veveyse / Vivisbach	10	8
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	212	184
Autres / Andere	113	113
Total	573	508

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	72	71
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	9	12
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	4
Rejet / Abweisung	80	88
Irrecevables / Nichteintreten	82	81
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	20	6
Retrait / Rückzug	20	12
Transaction / Vergleich	5	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	9	2
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	0	0
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	5	2
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	8	3
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	3
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	44	32
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	3
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Désignation / Bezeichnung	0	3
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Passe-expédient / Streitabstand	1	0
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	212	184
par arrêt / mit Urteil	13	5
par transmission simple / ohne Urteil	199	179
Total	573	508

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	15	6
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	26	7
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	2	1
Travail / <i>Arbeit</i>	8	12
Mandat / <i>Auftrag</i>	0	1
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	18	24
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	189	144
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	36	41
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	149	99
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	54	78
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	7	13
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	0	1
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	6
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	3
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	2	3
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	3	2
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	2
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	9	3
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	2	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	3	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	2
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	2	0
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	212	184
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	11	4
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	0
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	4
Total	573	508

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	12
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	223	202
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	221	205
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	11	9

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine / Saane	34	50
Singine / Sense	12	11
Gruyère / Greyerz	13	8
Lac / See	5	4
Glâne / Glane	2	1
Broye / Broye	12	2
Veveyse / Vivisbach	5	4
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	97	101
Autres / Andere	41	24
Total	221	205

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	115	108
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	12	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejet / Abweisung	45	36
Irrecevables / Nichteintreten	15	22
Sans objet / Gegenstandslos	24	25
Retrait / Rückzug	3	2
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	7
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Passe-expédient / Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand / Neuer Entscheid	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	2
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	3	0
Total	221	205

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Plaintes / Beschwerden	85	80
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	5	2
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	2
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	0	4
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	96	95
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	3	4
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	22	16
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	9	1
Séquestre / Arrest	0	0
Récusation / Ausstand	0	1
Total	221	205

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2019	2018
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	130	129
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	34	22
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	34	30
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	23	24
Total	221	205

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	11	19
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	99	119
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	99	127
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	11	11

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	24	42
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	7	5
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	16	9
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	12	8
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	1	7
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	5	5
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	7	1
Autres / Andere	27	50
Total	99	127

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	11	9
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	6	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Irrecevables / Nichteintreten	20	11
Rejet / Abweisung	21	46
Retrait / Rückzug	9	5
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	10	17
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	5
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	5
Désignation / Bezeichnung	2	0
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	8	13
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	3
Total	99	127

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Recours / Beschwerde	63	66
dont placements à des fins d'assistance / davon Fürsorgerische Unterbringung	11	8
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	29	28
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	23	30
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	17	31
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	2	3
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	8	18
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage	0	0
Frais de justice / Gerichtskosten	1	0
Sursis et remise des frais judiciaires / Stundung und Erlass der Gerichtskosten	2	1
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	3
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	1	
Récusation / Ausstand	2	2
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	0	0
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / Höhe der Entschädigung	2	3
Droit des successions / Erbrecht	0	0
Total	99	127

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	115*	120
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	181	211
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	197	217
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	99	114*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques. / Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2019	2018
Sarine / Saane	41	30
Singine / Sense	6	0
Gruyère / Greyerz	14	13
Lac / See	8	9
Glâne / Glane	2	4
Broye / Broye	5	7
Veveyse / Vivisbach	0	5
Total	76	68

Juge de police / Polizeirichter

	2019	2018
Sarine / Saane	35	42
Singine / Sense	3	5
Gruyère / Greyerz	13	27
Lac / See	8	12
Glâne / Glane	2	8
Broye / Broye	11	14
Veveyse / Vivisbach	2	6
Total	74	114

	2019	2018
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	3	1
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	7	5
Ministère public / Staatsanwaltschaft	8	5
Autres / Andere	29	24

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	16	16
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	43	35
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejet / Abweisung	63	69
Irrecevables / Nichteintreten	14	17
Sans objet / Gegenstandslos	38	48
Retrait / Rückzug	19	22
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	1	1
AJ (avec avocat) accordée/ URP (mit Anwalt) gewährt	1	3
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0
AJ (avec avocat) partiellement accordée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	0	0
Désignation / Bezeichnung	0	0
Changement du défenseur d'office / Wechsel des amtlichen Verteidigers	0	3
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	1
Détention confirmée / Genehmigung der Haft	0	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	1
Total	197	217

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Appels / Berufungen	158	186
Récusation / Ausstand	7	5
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	2	1
Assistance judiciaire et défense d'office / Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung	3	8
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	5	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen	0	1
Révision / Revision	14	13
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	0	0
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	0	1
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	1
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	6	0
Consultation dossier / Akteneinsicht	0	0
Restitution de délai / Fristwiederherstellung	0	0
Total	197	217

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	67	59
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	343	309
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	361	301
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	49	67

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2019	2018
Sarine / Saane	5	8
Singine / Sense	2	1
Gruyère / Greyerz	1	2
Lac / See	2	1
Glâne / Glane	0	0
Broye / Broye	1	2
Veveyse / Vivisbach	0	0
Total	11	14

Juge de police / Polizeirichter

	2019	2018
Sarine / Saane	18	9
Singine / Sense	0	1
Gruyère / Greyerz	8	6
Lac / See	2	3
Glâne / Glane	2	3
Broye / Broye	3	0
Veveyse / Vivisbach	1	2
Total	34	24

	2019	2018
Ministère public / Staatsanwaltschaft	185	168
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	27	21
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	4	5
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Autres / Andere	100	68

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	32	24
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	16	17
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	21	25
Rejetés / Abweisung	130	105
Irrecevables / Nichteintreten	80	75
Retirés / Rückzug	15	7
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	3	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	30	19
Désignation (récusation) / Bezeichnung (Ausstand)	0	0
Décharge / Entlastung	0	1
Détention confirmée / Genehmigung der Haft	0	1
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	8	6
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	11	5
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	12	16
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Total	361	301

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Recours / Beschwerden	223	186
Indemnité et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	7	5
Récusation / Ausstand	28	23
Assistance judiciaire et défense d'office / unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung	60	55
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / Höhe der Entschädigung	0	0
Consultation du dossier / Akteneinsicht	1	1
Déni de justice / Rechtsverweigerung	1	1
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	9	10
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	25	9
Séquestre / Arrest	7	10
Divers / Verschiedenes	0	1
Total	361	301

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	10	8
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	10	8
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	10	8
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	0
Total	10	8

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)	10	8
Divers / Verschiedenes	0	0

1.1.3.3 Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^o Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	166	176
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	232	328
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	242	338
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	156	166

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	19	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	13
Rejet / Abweisung	88	104
Irrecevabilité / Nichteintreten	5	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	4	16
Retrait / Rückzug	15	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	8	25
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	54	90
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	9	11
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	9	21
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	0	8
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	8	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	3
Total	242	338

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	74	57	131	76	55
Droits politiques / <i>Politische Rechte</i>	0	3	3	2	1
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	11	21	32	16	16
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	4	5	2	3
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	7	7	14	5	9
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	3	15	18	16	2
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	1	13	14	8	6
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	1	4	5	3	2
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>					
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	3	3	2	1
Protection des données / <i>Datenschutz</i>	0	2	2	1	1
Loi sur l'information et l'accès aux documents / <i>Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	3	4	7	4	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	1	0	1	1	0
Récusation/ <i>Ausstand</i>	2	1	3	3	0
Révision / <i>Revision</i>	1	3	4	3	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	2	3	5	3	2
Procédures autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	21	38	25	13
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	3	9	12	12	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	2	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	38	53	91	53	38
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	5	5	3	2
Total	166	232	398	242	156

II^o Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	94	110
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	158	164
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	165	180
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	87	94

Mode de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admission / Gutheissung	32	36
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	5	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	4
Rejet / Abweisung	44	50
Irrecevabilité / Nichteintreten	5	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	18	11
Retrait / Rückzug	17	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	2	3
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	3	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	33	41
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	3
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	2	1
Total	165	180

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	63	70	133	74	59
Protection de la nature et du paysage / <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	0	1	1	0
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	2	1	3	1	2
Expropriation / <i>Enteignung</i>	1	2	3	3	0
Forêts / <i>Forstwesen</i>	0	1	1	0	1
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	1	11	12	9	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	1	2	3	1	2
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	2	1	3	2	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	2	3	2	1
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	2	2	1	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	5	6	5	1
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	1	2	3	3	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	31	48	33	15
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	24	24	23	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1	2	2	0
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	94	158	252	165	87

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	52	77
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	215	191
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	197	216
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	70	52

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	16	14
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	6	2
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	5
Rejet / Abweisung	66	84
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	37	37
Retrait / Rückzug	25	26
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	12
Transaction / ratification / Vergleich / Genehmigung	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	30	26
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	3
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	7	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	0
Total	197	216

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	25	110	135	96	39
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	5	7	12	6	6
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	3	4	7	2	5
Economie / <i>Wirtschaft</i>	0	1	1	0	1
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	2	10	12	8	4
Animaux / <i>Tiere</i>	2	2	4	3	1
Travail / <i>Arbeit</i>	0	1	1	0	1
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	3	5	4	1
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	0	2	2	2	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	2	2	2	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	24	31	26	5
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	13	14	14	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	16	17	15	2
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	16	20	15	5
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	52	215	267	197	70

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	64	79
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	124	140
compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	124	140
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	140	155
compétence de la Cour / Zuständigkeit des Hofes	140	144
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes	0**	11
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	48	64

** L'Instance "Président de la Cour fiscale" a été supprimée au 31.12.2017 / Die Instanz "Präsident des Steuergerichtshofs" wurde per 31.12.2017 aufgehoben

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	4	18
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	21	14
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	4
Rejet / Abweisung	65	48
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	16	18
Retrait / Rückzug	18	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	11
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	4
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	6	13
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	140	155

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	41	85	126	101	25
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	8	18	26	14	12
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	1	2	3	2	1
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	0	1	1	0	1
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>					
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreisteuern</i>					
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	0	1	1	0
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>					
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	2	1	3	3	0
Impôt (cantonal) sur les chiens / <i>(Kantonale) Hundesteuer</i>	0	1	1	1	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	8	9	9	0
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	9	3	12	5	7
Taxes cantonales / <i>Kantonale Abgaben</i>	0	1	1	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	0	1	1	0
Total	64	124	188	140	48

I^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	275	232
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	345	329
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	313	286
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	307	275

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	26	16
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	14
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	23	25
Rejet / Abweisung	141	133
Irrecevabilité / Nichteintreten	0	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	12
Retrait / Rückzug	11	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	13	9
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	29	21
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	3
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	4	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	25	16
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	8	16
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	0	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	6	6
Total	313	286

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	84	91	175	90	85
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	74	80	154	72	82
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	48	68	116	48	68
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	3	7	10	5	5
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	13	11	24	18	6
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	1	5	6	6	0
Révision / <i>Revision</i>	2	3	5	1	4
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	7	10	8	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1	2	2	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	46	65	111	57	54
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Total	275	345	620	313	307

II^o Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	237	216
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	343	347
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	342	326
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	238	237

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	24	21
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	22	17
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	43	39
Rejet / Abweisung	99	122
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	15	16
Retrait / Rückzug	13	14
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	15	9
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	9	4
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	41	37
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	24	13
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	13	11
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	9
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	3
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	11	7
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	4	0
Total	342	326

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	6	15	21	12	9
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	119	159	278	165	113
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	10	25	35	19	16
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	9	13	22	15	7
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	21	22	43	23	20
Assurance-maternité / <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	0	1	1	0
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbsersatz</i>	1	3	4	2	2
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	7	11	18	13	5
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	4	4	4	0
Révision / <i>Revision</i>	2	2	4	4	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	3	3	3	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	6	8	6	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	59	75	134	72	62
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	0	1
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Total	237	343	580	342	238

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden

	2019	2018
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	11	15
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	31	48
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	8	22
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	7	5
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	40	30
Chambre pénale / Strafkammer	44	39
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	35	49
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	15	12
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	13	7
Cour fiscale / Steuergerichtshof	8	18
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	34	37
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	34
Total	267	316

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	1	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	4	11
Irrecevables / Nichteintreten	4	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	4
Rejetés / Abweisung	5	12
Irrecevables / Nichteintreten	22	34
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	1	1

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	7
Rejetés / <i>Abweisung</i>	20	24
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	27	22
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	2

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	29
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	1	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	7	6
Irrecevables / Nichteintreten	2	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	2
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

Cour fiscale / Steuergerichtshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	2	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	0
Rejetés / Abweisung	10	9
Irrecevables / Nichteintreten	0	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	4
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	6	6
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	0
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	1	4
Rejetés / Abweisung	16	18
Irrecevables / Nichteintreten	4	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	5	5
Sans objet / Gegenstandslos	1	0
Retirés / Rückzug	1	0

II° Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2019	2018
<i>Admis / Gutheissung</i>	1	0
<i>Admis partiellement / Teilweise Gutheissung</i>	2	4
<i>Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung</i>	3	1
<i>Rejetés / Abweisung</i>	15	13
<i>Irrecevables / Nichteintreten</i>	1	1
<i>Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	12
<i>Sans objet / Gegenstandslos</i>	0	0
<i>Retirés / Rückzug</i>	1	0
Total	263	327